

| FOCUS SUR QUELQUES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Mai 2023

BOULANGERIE-PÂTISSERIE

2022 | FAITS MARQUANTS

L'année 2022 a été marquée par la hausse des coûts de production liée à l'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie.

La fréquentation des boulangeries a **quasiment retrouvé son niveau** d'avant covid, mais le montant du panier moyen consommateur a baissé. Cela s'explique par l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat traduisant des stratégies des ménages allant vers **des dépenses principalement essentielles**, moins d'achat en pâtisserie.

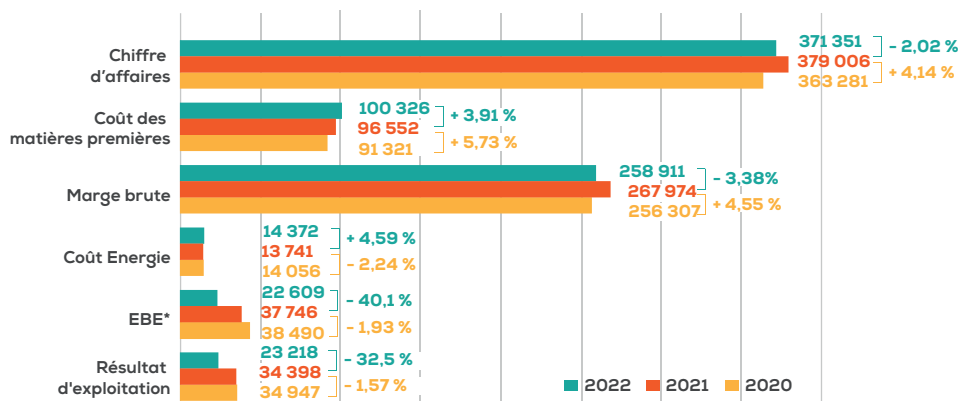
D'autre part, selon une étude réalisée par QualiQuanti pour le compte de la Fédération des Entreprises de Boulangerie et de Pâtisserie (FEB), **35 % des moins de 30 ans** consomment du pain à chaque repas contre **67 % pour les plus de 60 ans**. Il sera donc nécessaire pour le secteur **de conquérir les jeunes générations** afin de pérenniser l'activité. Cela passe notamment par une différenciation avec l'obtention de label, de certification et de récompense. La **mise en place d'offre spécifique** comme le 100 % sans gluten ou le 100 % Bio seront des pistes à ne pas négliger.

Le graphique ci-contre trace les effets de la conjoncture sur les résultats des boulangers. La **hausse de 3,91 %** des coûts des matières premières **impacte directement la marge brute des boulangers** qui baisse de 3,38 %. Ceci annule

quasiment l'augmentation de 4,55 % observée entre 2020 et 2021 durant la période post-covid. L'augmentation importante des charges de structures (énergie et coût du personnel) détériore l'EBE et le résultat d'exploitation qui baissent respectivement de 40,1 % et 32,5 % **atteignant les valeurs les plus minimales des 4 dernières années**.

Évolution de l'activité

Échantillon constant de 42 boulangeries- pâtisseries (dép.54-55)



Source Cerfrance Adheo 2023

*EBE : Excédent Brut d'Exploitation : solde entre les recettes et les dépenses courantes

2023 | PERSPECTIVES

S'ajoutant à la hausse des charges, les boulangers ayant contracté un **Prêt Garanti par l'Etat (PGE)** vont devoir **assurer les premiers remboursements**, sachant que les montants des prêts pouvaient atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires ou 2 années de masse salariale (source : economie.gouv.fr).

D'après une étude Altares, 874 boulangeries artisanales sont entrées en défaillances en 2022, et les premiers résultats de janvier 2023 montrent encore une progression de ces défaillances. Néanmoins, **le nombre de création compense les fermetures et maintient le dynamisme du secteur**. De plus, dans le but de soutenir la profession, **l'Etat a mis en place plusieurs aides pour pallier la hausse de l'énergie** (guichet d'aide au paiement, bouclier tarifaire, report de paiements...).

2022 | FAITS MARQUANTS

La gestion du personnel reste une des difficultés majeures de ce secteur. De ce fait, le 1^{er} avril 2022 la grille des salaires a été augmentée de 16 %. En 2021, la charge de la masse salariale représentait 30,6 % du chiffre d'affaires. En 2022, avec cette révision des salaires, elle représentait entre 40 et 50 %.

2023 | PERSPECTIVES

La génération Z (née entre 1997 et 2010) recherche une nouvelle forme de restauration avec des plats à emporter, de la livraison à domicile, des offres plus vertes et plus exotiques. Soit un bond de 35 % en un an (2021-2022) pour ces modes de consommation.

**2022 / FAITS MARQUANTS**

L'installation d'une chaudière au fioul est interdite depuis le 1^{er} juillet 2022. La filière est boostée par le marché de la rénovation énergétique notamment les dispositifs comme MaPrimeRénov'. La demande en 2022 était déjà supérieure de 19 % sur les quatre premiers mois de l'année comparés à 2021.

2023 / PERSPECTIVES

Les chauffagistes doivent anticiper les difficultés d'approvisionnement et s'adapter à la variabilité de la demande. Le contexte de cet hiver (hausse des prix, risque de pénurie et hausse des prix de granulés) incite les ménages à repenser leur consommation d'énergie et multiplier leurs sources d'énergie.

**2022 / FAITS MARQUANTS**

Ce secteur a été marqué par l'augmentation généralisée des coûts (salaires du personnel, carburant...). En moyenne, en 2022, le coût du transport scolaire a augmenté de 7,8 %.

2023 / PERSPECTIVES

L'instauration obligatoire des Zones à Faibles Émissions - mobilité (ZFE) avant le 31 décembre 2024 va demander aux entreprises de transports d'investir dans des véhicules électriques afin de pouvoir toujours circuler dans les ZFE. Des aides nationales et régionales pour cette période de forts investissements sont en cours de réflexion.

**2022 / FAITS MARQUANTS**

Les recettes du métier sont marquées par un accroissement depuis 2019. Les raisons sont structurelles avec le vieillissement de la population, le développement de l'hospitalisation à domicile et de l'ambulatoire.

2023 / PERSPECTIVES

La certification périodique des infirmiers est devenue obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2023. Il s'agit d'un programme sur 6 ans durant lequel l'infirmier réalise des actions visant à actualiser ses connaissances et compétences.



Après la crise de Covid-19, les échanges internationaux ont considérablement augmenté dans la région, atteignant des niveaux d'importation et d'exportation jamais vus auparavant. Les exportations ont enregistré un montant de **72,5 milliards de dollars sur une période d'un an**, dépassant le record précédent d'avant la crise de près de 6 milliards de dollars. Cependant, au niveau national, le taux d'augmentation des importations (30.9%) est supérieur à celui des exportations (18.2%). Ceci entraîne un déficit de 163.6 milliards d'euros en 2022. Seuls le **Grand Est et l'Occitanie** présentent encore un solde commercial positif.

| L'offre et la demande dans l'industrie

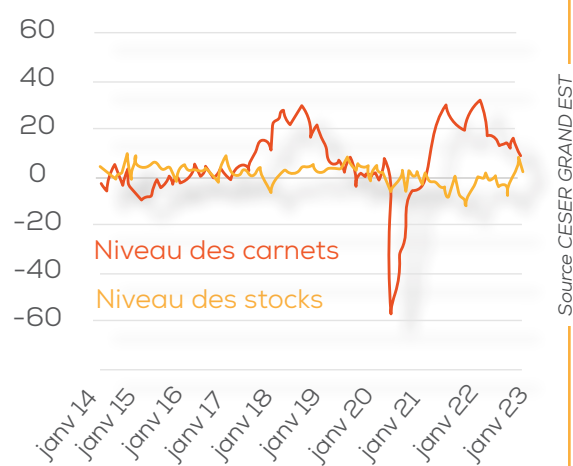
L'activité industrielle s'est stabilisée après une période tumultueuse liée au Covid-19. En effet, en avril 2020, lors du premier confinement, le **taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie avait chuté à 37 %**. Toutefois, ce taux avait retrouvé son niveau habituel, situé entre 70 % et 80 %, en 2021. En 2022, ce niveau est resté stable pour atteindre 75,4 % début 2023, légèrement supérieur à la moyenne à long terme.

Au début de l'année 2022, les carnets de commandes ont atteint des records, offrant une sécurité de la demande et permettant une reprise rapide. Cependant, vers la fin de l'année, les demandes ont diminué en raison de l'envolée des prix et de la fin des économies réalisées par les ménages durant les confinements.

La contraction de la demande entraîne la reconstitution des stocks qui était au plus bas avec le confinement.

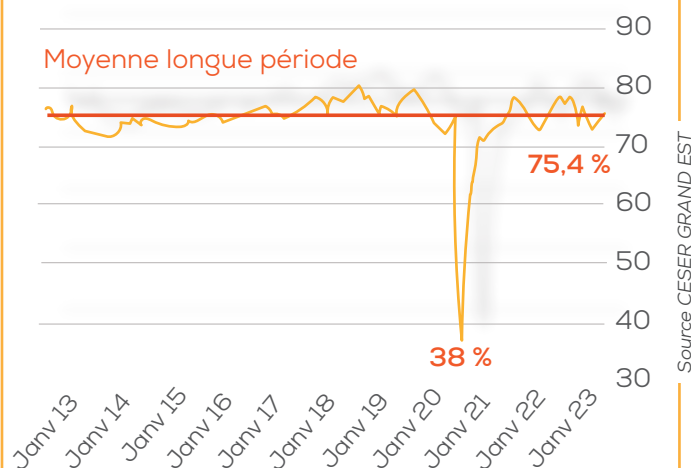
Situation des carnets et des stocks de produits finis en région Grand Est

(En solde d'opinions CVS)



Utilisation des capacités de production dans l'industrie en région Grand Est

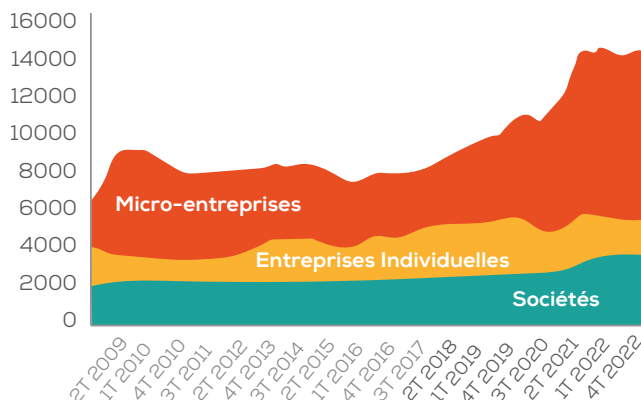
Ratio entre les capacités de production mobilisées et les capacités de productions disponibles



| 2022, la fin des records

Créations d'entreprises en Région Grand Est

En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise



Source INSEE, CESER GRAND EST

La crise sanitaire et ses conséquences sur l'emploi ont favorisé les **changements professionnels et les reconversions**. Depuis 2020, la région Grand Est a enregistré deux années record en termes de création d'entreprises avec **50 000 structures créées en 2020 et 64 700 en 2021**. On observe une stabilisation en 2022, voire une chute de 0,8 %. Comme l'an passé le nombre de création d'entreprises individuelles recule de 1,5 % face aux créations de sociétés ou micro-entreprises qui continuent de progresser.

Les secteurs les plus porteurs sont l'industrie, la construction et les services, alors que le commerce, l'hébergement-restauration et le transport sont en recul.

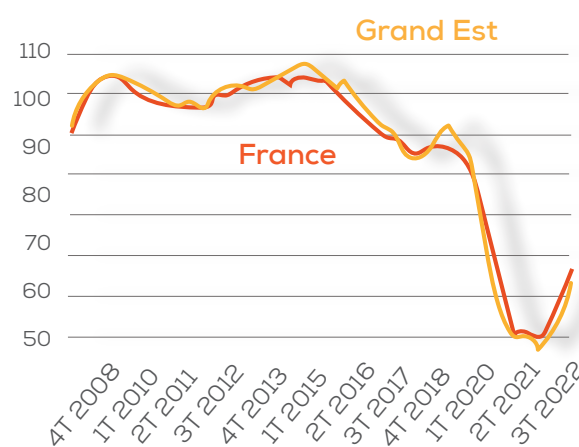
| Une hausse de défaillances

En 2021, le nombre d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire a **atteint un niveau historiquement bas**. Cette situation s'explique par les **mesures de soutien mises en place pour aider les entreprises** à faire face à la crise du Covid-19, ainsi que par le **report du traitement** de certains dossiers de liquidation devant les tribunaux.

Avec un retour à la normale des traitements de dossiers en 2022, une **augmentation de 32,9 %** des défaillances a été observée pour la région. Tous les départements sont concernés avec pour certains des taux très élevés. **Notez qu'en Meurthe-et-Moselle l'augmentation est de 103 % et en Meuse de 91 %.**

Défaillance d'entreprises en région Grand Est et en France

En moyenne sur 4 trimestres glissants, base 100 au 3^e trim. 2008

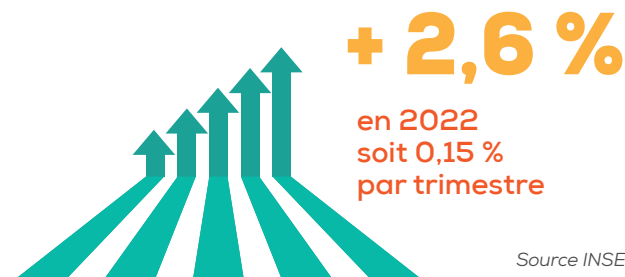


Source CESER GRAND EST

| PIB

Avec la reprise des activités post-covid, l'augmentation du **PIB français est de 2,6 %** entre 2021 et 2022. En moyenne par trimestre, le PIB français 2022 **progresses doucement avec + 0,15 % par trimestre**. Cette faible croissance s'explique par le contexte international incertain et l'inflation.

Évolution du PIB



Source INSEE